

INSTITUTION ADOUR

Extrait du Registre des Délibérations
De l'établissement Public Territorial de bassin Institution Adour

Séance du 30 septembre 2015
(Convocation du 14 septembre 2015)



Aujourd'hui, le trente septembre deux mille quinze à 10h30, le Bureau dûment convoqué s'est réuni à la salle des commissions 3 au Département des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient Présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON, Odile LAFITTE, Céline SALLES
Messieurs Paul CARRERE, Gérard CASTET, Bernard POUBLAN et Bernard SOUDAR

Etaient excusés et avaient donné procuration :

Etaient excusés :

Monsieur Charles PELANNE

OBJET : COMMUNICATIONS / Autorisation du Président à ester en justice (défense devant la Cour Administrative d'Appel)

Exposé des motifs :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du 22 juillet 2015 donnant délégation au Bureau pour les actions à intenter en justice au nom de l'Institution Adour,

Considérant que par requête enregistrée au Greffe de la Cour Administrative d'Appel de Bordeaux le 7 août 2015, la chambre d'agriculture des Hautes Pyrénées, la chambre d'agriculture du Gers, la Fédération Départementale des Syndicats d'exploitants agricoles des Hautes Pyrénées, la Fédération Départementale des Syndicats d'exploitants agricoles du Gers, les Jeunes Agriculteurs du Gers, les Jeunes Agriculteurs des Hautes Pyrénées, l'ADIVA Association de défense des Irrigants et l'Association Gersoise des Irrigants de la vallée de l'Adour ont décidé d'interjeter appel du jugement concernant la DIG (req. N° 1401605/ 1402612),

Considérant qu'il importe d'autoriser Monsieur le Président à défendre les intérêts de l'établissement dans cette affaire,

Il vous est proposé :

- d'autoriser Monsieur le Président à ester dans les instances ci-dessus rappelées,
- de désigner comme avocat Maître LARROUY CASTERA Xavier, pour défendre l'Institution Adour dans cette affaire.

LE BUREAU

Après avoir délibéré,

DECIDE

Article 1

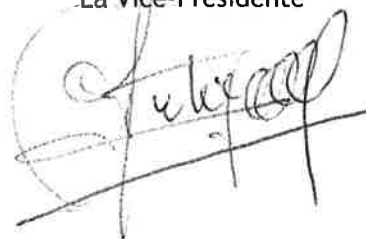
- Autorise Monsieur le Président à ester en justice auprès de la Cour Administrative d'Appel de Bordeaux dans le cadre de l'appel contre le jugement du Tribunal administratif de Pau concernant la DIG (req. N° 1401605/ 1402612)
- Désigne Maître LARROUY CASTERA Xavier, pour défendre les intérêts de l'établissement public dans cette instance.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et Délibéré le 30 septembre 2015 à Mont de Marsan

Pour le Président,
La Vice-Présidente



Christiane AUTIGEON

⚡ La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.

